

Je répète donc, monsieur l'Orateur, que si nous pouvons maintenir et favoriser l'unité dans notre pays, ces 20 jours auront été bien employés et ce seront peut-être les jours les plus fructueux de notre Parlement et de tout autre Parlement depuis la Confédération. Les journaux peuvent écrire tout ce qu'ils veulent. Je sais que les citoyens d'un bout à l'autre du Canada en ont assez de ce débat; je sais qu'ils estiment que le Parlement devrait s'attaquer à des travaux plus pressants. Je soutiens, monsieur l'Orateur, que le gouvernement est responsable de ce débat et qu'il lui appartient de faire adopter les mesures législatives qui s'imposent.

L'hon. M. Sharp: C'est ce que nous avons fait.

M. Horner (Acadia): Quelqu'un là-bas dit «C'est ce que nous avons fait»: sauf erreur c'était le ministre du commerce (M. Sharp). Je me demande s'il souscrit à ce que le ministre des Finances (M. Gordon) a dit aujourd'hui aux journaux, soit que nous devons mettre fin à tout commerce avec le Japon. Je me demande ce que les cultivateurs de l'Ouest en pensent. Je sais qu'ils n'ont pas aimé les déclarations semblables que nous avons faites il y a quelques années, quoiqu'elles n'aient pas été aussi violentes que celle du ministre des Finances aujourd'hui.

Ils parlent de mesures législatives. Nous avons dit de temps à autre: «Présentez votre mesure concernant les pensions; présentez votre mesure sur l'agriculture, qui doit rénover ce secteur et modifier ses structures de fond en comble», comme le ministre de l'Agriculture (M. Hays) l'a déclaré à Lethbridge, en mars dernier. Il a dit que l'opposition retardait l'étude du programme législatif. Le ministre du Commerce fait signe que oui, comme s'il était d'accord là-dessus. Ni cette mesure, ni celle qui a trait aux pensions ne figurent au *Feuilleton*. Que le gouvernement la présente, qu'il l'inscrive au *Feuilleton*. C'est sa responsabilité.

Cet après-midi, monsieur l'Orateur, nous avons voté en faveur de la motion, pour que le gouvernement puisse présenter cette mesure nécessaire. Comment le ministre et le reste du cabinet ont-ils voté? Ils ont voté pour que le débat se poursuive; ils veulent en entendre davantage sur les raisons pour lesquelles leur drapeau devrait être approuvé ou rejeté par la Chambre des communes.

M. l'Orateur suppléant (M. Batten): A l'ordre! L'honorable député commente une fois de plus une question sur laquelle la Chambre s'est déjà prononcée.

M. Horner (Acadia): Je m'excuse, monsieur l'Orateur. Le ministre du Commerce m'a fait perdre le fil de mes idées en hochant la

tête. Il m'a amené à commenter son acte de cet après-midi, contraire à l'impression qu'il a donnée en hochant la tête plus tôt alors que je parlais.

Une voix: Ce sont des gens fourbes.

M. Horner (Acadia): La situation dans laquelle se trouve le Parlement canadien est vraiment pitoyable; on nous paralyse, on nous empêche d'étudier une mesure nécessaire. Tous les agriculteurs du pays attendent l'adoption de cette mesure. J'ignore s'ils veulent qu'on les appelle producteurs d'articles d'épicerie; je ne le crois pas. Je suis agriculteur et je veux être appelé ainsi, et non producteur d'articles d'épicerie. Si le ministre de l'Agriculture veut songer à d'autres appellations pour moi et les autres agriculteurs du pays, libre à lui; mais nous sommes fiers d'être agriculteurs. Il est regrettable que le Parlement soit mis en échec par le gouvernement. Le gouvernement se rend compte que le débat est au point mort, mais dans son arrogance entêtée, il ne veut pas présenter les mesures législatives qui s'imposent. Un gouvernement fier et arrogant a présenté un drapeau que l'on a qualifié de politique et qui, comme le député de Burnaby-Coquitlam (M. Douglas) l'a si bien dit, va diviser le Canada pour longtemps.

Ce gouvernement fier, arrogant et dictatorial, tâche d'imposer aux Canadiens un drapeau choisi par un seul homme. Ce n'est pas un drapeau choisi par deux ou trois hommes; ce n'est pas un drapeau sur lequel le cabinet a jeté son dévolu; ce n'est pas le drapeau d'un parti ou d'un député de l'arrière-ban; c'est un drapeau choisi par un seul homme. Nous en avons une preuve dans le discours de l'honorable député de York-Humber (M. Cowan).

Une voix: Était-ce un bon discours?

M. Horner (Acadia): C'était un très bon discours, car l'honorable député qui vient d'interrompre ne l'a pas réfuté, et aucun député de l'arrière-ban et aucun ministre membre du cabinet, ne l'a réfuté non plus. Je crois que la parole de l'honorable député est valable, car personne de ce côté de la Chambre, ni député de l'arrière-ban, ni ministre du cabinet, n'a le courage de se lever et de mettre en doute ce qui a été dit. Les honorables vis-à-vis savent si ce modèle a été présenté ou si même on en a parlé au cours de leur caucus; ils le savent mieux que moi. Je leur demanderai de se lever et de dire que non. S'ils le veulent, ils peuvent brouiller la piste, mais ils ne me feront pas m'égarer ce soir.

Nous avons la parole de l'honorable député de York-Humber, et personne de son parti n'a mis en doute ce qu'il a dit. Ce qu'il a dit n'a